

5054H557/19

9244

(1943, 46, 48)

Subvention exceptionnelle au Stade Sottevillais

C.A. 29. 9.43	16	VI
C.A. 11. 9.46	12	II ter
C.A. 7. 7.48	26	VIII
C.A. 28. 7.48	31	X

QUESTION X -

Contribution complémentaire de la S.N.C.F. aux travaux de reconstruction du "Stade Sottevillais"  
(suite à la décision du Conseil du 7 juillet)

p. 31

M. BOURREL rappelle que le Conseil, dans sa séance du 7 juillet 1948, a ajourné sa décision jusqu'à ce que lui soient donnés des renseignements complémentaires sur la nature des travaux de reconstruction projetés. Or, il appert des renseignements obtenus, qu'il s'agit uniquement de la réfection des sols, c'est-à-dire des pistes et du terrain et que la Commune de Sotteville n'envisage pas, pour l'instant, de reconstruire les bâtiments. La contribution qui est actuellement demandée ne concerne donc, en aucune façon, des aménagements somptuaires et la décision qui sera prise à son sujet ne saurait engager la S.N.C.F. quant à sa participation dans les programmes ultérieurs de reconstruction du stade.

D'autre part, les droits à dommages de guerre de la Commune sont entièrement sauvegardés et l'indemnité qu'elle recevra à ce titre permettra de poursuivre les travaux d'aménagement et de remise en état de l'ensemble du stade.

M. MICHEL fait observer qu'une partie de cette indemnité se rapporte à la réfection du sol et que la contribution de la S.N.C.F. devrait être réduite d'autant.

M. BOURREL est bien d'accord sur ce point.

M. LE PRESIDENT propose d'accorder au "Stade Sottevillais" la contribution complémentaire demandée de 1 M.8, à la condition, toutefois, que la commune de Sotteville, propriétaire du stade, prenne l'engagement de rembourser à la S.N.C.F. 20 % des sommes qu'elle recevra à titre de dommages de guerre pour la remise en état des pistes et des terrains proprement dits.

Le Conseil approuve cette proposition.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 28 JUIL 1948

Question N°

VIII X

NOTE

JUIN 1948

pour M.M. les Membres du Conseil d'Administration

CONTRIBUTION COMPLEMENTAIRE au "STADE SOTTEVILLAIS"

Les installations sportives de Sotteville, gérées par le "Stade Sottevillais", société sportive dirigée par des cheminots et comprenant 70 % d'agents, ont été gravement endommagées par faits de guerre. Les travaux nécessaires à la réfection des sols ont fait l'objet d'une étude ; leur montant s'élevait en 1946 à 18.000.000 frs dont 70 % à la charge de l'Etat, 30 % représentant la part de la Commune.

Celle-ci, très sinistrée, n'ayant pu envisager de supporter une part aussi lourde, a accepté le 1/3 de cette dépense, étant entendu que la S.N.C.F. serait sollicitée de prendre le solde à sa charge. C'est ainsi que le Conseil d'Administration, dans sa séance du 11 septembre 1946, a approuvé l'attribution d'une contribution de 3.600.000 frs représentant 20 % du montant de cette remise en état. Or, par suite de révisions successives des prix, l'entreprise chargée de suivre les travaux de réfection des sols a été amenée à demander une autorisation de dépenses complémentaires majorant le devis initial de 9 M.

L'Equipement Sportif accepte de prendre à sa charge, sur cette majoration, sa part de 70 % arrondis à 6 M. Pour maintenir le pourcentage de notre participation dans l'esprit de la convention, bien qu'aucune clause de révision de prix n'y ait figuré, nous devrions majorer notre contribution dans la même proportion, soit de 1 M.8, correspondant à 20 % de 9 M., ce qui la porterait à 5.400.000 frs.

Il convient de préciser que l'élévation de 9 M du coût des travaux, par rapport à l'estimation primitive de 18 M. faite en 1946, a été établie sur la base des prix de novembre 1947 et ne tient pas compte, par conséquent, des révisions de prix intervenues depuis lors. Elle s'applique pratiquement à l'ensemble du projet initial, sous réserve de quelques réductions concernant notamment les parachèvements dont il n'a pas été tenu compte et les terrains de tennis dont 3 seulement seront installés en première étape au lieu des 7 prévus initialement.

Bien que la contribution S.N.C.F. ait été arrêtée au montant ferme de 3.600.000 frs, il semble bien, étant donné que l'Equipement Sportif, c'est-à-dire l'Etat, prend à sa charge la plus grosse part, soit 70 % des dépenses, qu'il soit justifié de majorer notre participation, comme il est demandé. Si nous ne pouvions utiliser les installations du Stade Sottevillais, l'importance d'un tel centre nous aurait certainement conduits à réaliser la construction d'un stade particulier, qui aurait entraîné des frais

.../...

considérables en raison de l'activité des apprentis de notre école locale, des mineurs-ouvriers de la région rouennaise, de toute la jeunesse de cette résidence et des membres cheminots de la société sportive locale.

D'ailleurs, ce stade n'est, en fait, pratiquement utilisé que par des sociétés cheminotes qui comprennent actuellement toutes celles de l'agglomération rouennaise et de sa banlieue.

Dans ces conditions, il est proposé à M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir accorder au groupement en cause la contribution complémentaire de I M.8 qui est nécessaire à la remise en état de ses installations.

Le Directeur du Service Central  
du Personnel,

CHAMBON.



QUESTION VIII - Contribution complémentaire de la S.N.C.F.  
aux travaux de reconstruction du "Stade  
Sottevillais".

M. BOURREL rappelle que le Conseil, dans sa séance du 11 septembre 1946, avait autorisé, à concurrence de 20 %, soit 3.600.000 fr, la participation de la S.N.C.F. aux frais de reconstruction des installations sportives gérées par le "Stade Sottevillais" dont 70 % des adhérents sont des cheminots. Une révision du devis sur la base des prix de novembre 1947 a fait ressortir, en dépit d'une réduction du programme, une élévation de 9 M. du coût des travaux. En conséquence, en vue de maintenir à 20 % le pourcentage de la participation de la S.N.C.F. aux dépenses ainsi réévaluées, il est proposé au Conseil d'accorder au Groupement en cause une contribution complémentaire de 1.800.000 fr.

M. ARON demande à qui appartient le stade.

M. BOURREL répond qu'il appartient à la commune.

M. LEMAIRE souligne le caractère très particulier de cette commune dont 60 % des habitants et le maire sont des Cheminots.

M. ARON s'étonne que la note ne fasse aucune mention de la question des dommages de guerre.

M. BOUTET se demande si les 70 % des dépenses de reconstruction du stade qui, comme l'indique la note distribuée aux membres du Conseil, sont pris en charge par l'Etat, ne représentent pas, précisément, les dommages de guerre que celui-ci devrait verser à la commune.

M. LE PRESIDENT remarque que la lecture de la note ne donne pas sur ce point tous les éclaircissements désirables.

M. MICHEL, pour sa part, aimerait avoir la certitude que les travaux de reconstruction du stade, dont l'estimation à 18 M. lui paraît élevée, ne portent que sur des installations indispensables à la pratique du sport. S'il est, en effet, entièrement favorable à l'encouragement de cette pratique, il ne saurait admettre qu'un entrepreneur s'assure des bénéfices complémentaires en procédant à des aménagements somptuaires.

M. BOURREL précise que certaines réalisations inscrites au programme initial ont été ajournées; il est donc permis d'en déduire, compte tenu de l'importance des hausses de prix intervenues depuis 1946, que le chiffre de 18 M. correspond à un aménagement réduit au strict indispensable.

M. MICHEL ne saurait se contenter de cette explication qui ne lui apporte pas la preuve que les prix ont été calculés au plus juste.

M. BOURREL indique que le devis a dû obligatoirement être soumis à l'approbation de la Direction Générale des Sports.

M. MICHEL estime que cette garantie n'est pas suffisante.

M. BOUTET pense qu'il serait dangereux pour la S.N.C.F. de subventionner des installations somptuaires qu'elle-même s'interdit de réaliser.

M. LE PRESIDENT propose au Conseil de reporter sa décision jusqu'à ce qu'une information plus complète ait pu lui être fournie.

M. de LAVIT est favorable à cet ajournement : il convient, en effet, d'éclaircir la question du paiement des dommages de guerre.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT partage cet avis et, pour permettre au Conseil de se faire une idée exacte du bilan de l'affaire, demande que soit soumise à ce dernier une évaluation du coût des travaux aussi actuelle que possible, les prix ayant fortement augmenté depuis octobre 1947.

M. TOURNEMAINE votera pour la subvention. La région de Sotteville comprend plus de 6.000 cheminots qu'il serait inique de priver plus longtemps de stade dont ils disposaient avant la destruction de la ville. De plus, la solution proposée est avantageuse, puisqu'elle évite à la S.N.C.F. les frais considérables qu'aurait entraînés la construction d'un stade particulier.

M. LE PRESIDENT fait observer à M. TOURNEMAINE que le Conseil ne s'oppose pas à l'octroi d'une subvention, mais qu'il désire simplement obtenir des renseignements complémentaires.

M. TOURNEMAINE proteste contre cet ajournement qui retardera l'achèvement des travaux et prolongera les inconvénients que cette localité doit aux nombreux bombardements aériens dont elle a été victime.

Le Conseil ajourne sa décision à une prochaine séance.



## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----

JUIN 1948

## NOTE

pour M.M. les Membres du Conseil d'Administration

-----

## CONTRIBUTION COMPLEMENTAIRE au "STADE SOTTEVILLAIS"

Les installations sportives de Sotteville, gérées par le "Stade Sottevillais", société sportive dirigée par des cheminots et comprenant 70 % d'agents, ont été gravement endommagées par faits de guerre. Les travaux nécessaires à la réfection des sols ont fait l'objet d'une étude ; leur montant s'élevait en 1946 à 18.000.000 frs dont 70 % à la charge de l'Etat, 30 % représentant la part de la Commune.

Celle-ci, très sinistrée, n'ayant pu envisager de supporter une part aussi lourde, a accepté le 1/3 de cette dépense, étant entendu que la S.N.C.F. serait sollicitée de prendre le solde à sa charge. C'est ainsi que le Conseil d'Administration, dans sa séance du 11 septembre 1946, a approuvé l'attribution d'une contribution de 3.600.000 frs représentant 20 % du montant de cette remise en état. Or, par suite de révisions successives des prix, l'entreprise chargée de suivre les travaux de réfection des sols a été amenée à demander une autorisation de dépenses complémentaires majorant le devis initial de 9 M.

L'Equipement Sportif accepte de prendre à sa charge, sur cette majoration, sa part de 70 % arrondis à 6 M. Pour maintenir le pourcentage de notre participation dans l'esprit de la convention, bien qu'aucune clause de révision de prix n'y ait figuré, nous devrions majorer notre contribution dans la même proportion, soit de 1 M.8, correspondant à 20 % de 9 M., ce qui la porterait à 5.400.000 frs.

Il convient de préciser que l'élévation de 9 M du coût des travaux, par rapport à l'estimation primitive de 18 M. faite en 1946, a été établie sur la base des prix de novembre 1947 et ne tient pas compte, par conséquent, des révisions de prix intervenues depuis lors. Elle s'applique pratiquement à l'ensemble du projet initial, sous réserve de quelques réductions concernant notamment les parachèvements dont il n'a pas été tenu compte et les terrains de tennis dont 3 seulement seront installés en première étape au lieu des 7 prévus initialement.

Bien que la contribution S.N.C.F. ait été arrêtée au montant ferme de 3.600.000 frs, il semble bien, étant donné que l'Equipement Sportif, c'est-à-dire l'Etat, prend à sa charge la plus grosse part, soit 70 % des dépenses, qu'il soit justifié de majorer notre participation, comme il est demandé. Si nous ne pouvions utiliser les installations du Stade Sottevillais, l'importance d'un tel centre nous aurait certainement conduits à réaliser la construction d'un stade particulier, qui aurait entraîné des frais

.../...



considérables en raison de l'activité des apprentis de notre école locale, des mineurs-ouvriers de la région rouennaise, de toute la jeunesse de cette résidence et des membres cheminots de la société sportive locale.

D'ailleurs, ce stade n'est, en fait, pratiquement utilisé que par des sociétés cheminotes qui comprennent actuellement toutes celles de l'agglomération rouennaise et de sa banlieue.

Dans ces conditions, il est proposé à M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir accorder au groupement en cause la contribution complémentaire de 1 M.8 qui est nécessaire à la remise en état de ses installations.

Le Directeur du Service Central  
du Personnel,

CHAMBON.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 11 septembre 1946

QUESTION II ter - Compte rendu de la délégation de  
pouvoirs donnée au Président par le Conseil d'Administration  
dans sa séance du 31 juillet 1946.

M. le PRESIDENT rend compte des affaires suivantes qui  
ont été réglées dans le cadre de la délégation :

.....  
Questions diverses .....  
Subvention pour le réaménagement du Stade Sottevillois (8 août)  
.....

Sous le bénéfice de ces observations, le Conseil prend  
acte du compte rendu.

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 11 septembre 1946

QUESTION II ter - Compte rendu de la délégation de pouvoirs  
donnée au Président par le Conseil d'Admini-  
stration dans sa séance du 31 juillet 1946.

(extrait)

En vertu de ces pouvoirs, les décisions indiquées ci-après ont  
été prises :

.....

## IV - Questions diverses

.....

- Subvention pour le réaménagement du Stade Sottevillois (8 août).

Comme suite à la subvention de 60.000 fr déjà consentie  
(C.A. du 20 septembre 1943), il a été accordé au Stade, qui com-  
prend une grosse majorité de cheminots, une nouvelle participa-  
tion de 3.600.000 fr, représentant les 2/3 des dépenses de remise  
en état restant à exécuter, la Ville de Sotteville prenant en  
charge le surplus.

Cette subvention évitera à la S.N.C.F. d'établir elle-même  
un stade à Sotteville.



DO

6/8/46

Société Nationale  
des Chemins de fer Français

3 Août 1946

Réf. 996 n° 112

Subvention de 3.600.000 francs pour  
l'aménagement du Stade Sottevillais

En 1921, des Sociétés sportives de SOTTEVILLE-les-ROUEN, composées presque entièrement d'agents de chemin de fer, décidèrent de créer un stade en commun pour permettre la pratique des sports à leurs adhérents. Elles sollicitèrent l'aide de la Ville et du Département. Celui-ci mit à leur disposition un terrain d'environ 5 hectares, pris dans l'enclave de la Maison de Santé départementale, moyennant un loyer annuel de 50 francs, sous réserve que l'aménagement du stade projeté serait fait par les soins et aux frais des Sociétés intéressées. La Ville leur accorda une subvention, renouvelée chaque année. Ce stade prit le nom de "STADE SOTTEVILLAIS".

Le 28 Mars 1943, les terrains et divers bâtiments furent gravement endommagés lors du bombardement aérien de SOTTEVILLE. Afin d'entreprendre la réfection des aménagements le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a approuvé, dans sa séance du 29 Septembre 1943, l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 60.000 francs.

Aujourd'hui, le "STADE SOTTEVILLAIS", désireux de poursuivre la remise en état de ses installations, sollicite à nouveau l'appui financier de la S.N.C.F. Le montant des travaux étant de l'ordre de 5.400.000 francs, dont la Ville de SOTTEVILLE prendrait le tiers à sa charge, la Société demande que la S.N.C.F. supporte la dépense représentant les deux autres tiers, soit 3.600.000 francs.

Le plan d'aménagement accepté par les Ponts-et-Chaussées est conforme à celui que recommande la Direction des Sports. Les aménagements d'éducation physique et terrains de jeux pour la jeunesse y occupent une large place.

Le terrain scolaire, notamment, comprend une piste de 500 mètres, 4 couloirs, un sautoir, une installation pour arrosage et écoulement des eaux de pluie. Les premiers travaux ont été effectués; leur réalisation est actuellement

très avancée.

Le Stade comprend une piscine d'été construite avant guerre, toujours en service, et fréquentée par la jeunesse accompagnée par des maîtres des écoles. Un moniteur attaché au Stade y donne des cours de natation.

L'intérêt que présente cette installation dans le centre le plus important de jeunes cheminots de la Région de l'Ouest n'est pas contestable ; le Stade Sottevillais comptait en 1945 environ deux cents membres, agents et parents d'agents, une centaine d'étrangers au chemin de fer, membres actifs et une cinquantaine de membres honoraires. Par ailleurs, le plan quinquennal d'aménagements sociaux de la S.N.C.F. ne comporte aucune prévision budgétaire pour des installations sportives à SOTTEVILLE. La contribution demandée à la S.N.C.F. lui éviterait d'avoir à réaliser elle-même des installations similaires dont le montant serait beaucoup plus élevé.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil d'Administration d'accorder au Stade Sottevillais une subvention de 3.600.000 francs.

(s) VAGOCNE

QUESTION VI - Subvention exceptionnelle au Stade  
Sottevillais.

P.V. (p.2)

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 60.000 fr à titre de participation aux frais de réfection des aménagements du "Stade Sottevillais".

Toutefois, les versements n'interviendront qu'au fur et à mesure des réalisations, et la S.N.C.F., compte tenu des risques de nouveaux bombardements du stade, ne pourra, pour sa part, que recommander à la Société de ne pas précipiter ces travaux.

Sténo (p.16)

M. LE PRESIDENT. - Les différentes Sociétés sportives de Sotteville-les-Rouen, qui sont presque exclusivement composées d'agents de chemin de fer, ont créé en commun un stade qui vient d'être détruit par les derniers bombardements. Pour le reconstruire, elles ont obtenu une subvention de 84.000 fr accordée par l'Etat et une subvention de 50.000 fr accordée par la commune de Sotteville. Les dépenses totales à envisager sont d'environ 700.000 fr, dont 334.000 fr en première étape.

Etant donné qu'il s'agit de Sociétés dont les 3/4 des membres sont des cheminots, je vous propose de leur accorder une subvention de 60.000 fr, mais nous ne verserions cette subvention qu'au fur et à mesure de la réalisation effective des travaux.

Je dois ajouter qu'il ne me paraît pas très indiqué d'entreprendre ces travaux immédiatement, étant donné que ce stade se trouve à proximité immédiate de nos installations qui sont fréquemment bombardées. Je crois, par conséquent, qu'il y a intérêt à ce que nous recommandions à ces Sociétés de ne pas trop presser la reconstruction de ces installations.

Le Conseil approuve la subvention.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Conseil d'Administration

---

Séance du 29 septembre 1943

---

VI - Subvention exceptionnelle au Stade Sottevillais.

*Prés*

*Prés*

*Reçu de la part*

*éprouvé -*

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
-----

24 septembre 1943

Allocation exceptionnelle pour  
participation de la S.N.C.F. aux frais de  
réfection des aménagements du "Stade Sottevillais"

---

En 1921, différentes Sociétés sportives de Sotteville-les-Rouen, composées presque entièrement d'agents de chemin de fer, ne pouvant disposer d'emplacements pour leur entraînement par suite du prix élevé des terrains, décidèrent de créer un stade en commun pour permettre la pratique des sports par leurs adhérents.

Elles sollicitèrent l'aide de la Ville et du Département. Celui-ci mit à leur disposition un terrain d'environ 5 hectares, dans l'enclave de la Maison de Santé Départementale, moyennant un loyer annuel de 50 fr. sous réserve que l'aménagement du Stade projeté serait fait par les soins et aux frais des sociétés intéressées. La Ville leur accorda une subvention renouvelée chaque année.

Ce stade prit le nom de "Stade Sottevillais".

Il comprend trois terrains de football, deux terrains de basketball, deux courts de tennis, une piste cycliste en ciment de 500 m. de longueur, une piste plate en cendrée de 400 m., une piscine pour adultes et enfants avec vestiaires, un stand à tir, une salle d'éducation physique, des sautoirs, des tribunes, une infirmerie, un terrain pour l'entraînement des chiens de défense et la maison du concierge.

Ces aménagements furent réalisés, partie à l'aide de subventions accordées par l'Etat, le Département et la Commune, partie grâce à des emprunts, partie grâce au produit des recettes réalisées lors de réunions sportives. Les entrepreneurs avaient d'ailleurs accepté d'être réglés par annuités. A fin décembre 1942, le Stade Sottevillais n'était plus redevable envers ses prêteurs et entrepreneurs que d'une somme de 130.000 francs, couverte à concurrence de 30.000 fr environ par des disponibilités de caisse et par des créances sur des tiers.

Le 28 mars 1943, les terrains et divers bâtiments du Stade ont été gravement endommagés lors du bombardement aérien de Sotteville.

.....

D'autre part, les installations avaient subi d'importantes dégradations lors des réquisitions dont elles avaient été l'objet au cours de ces dernières années.

Les sociétés intéressées se proposent de remettre en état ces installations aussi rapidement que les circonstances le permettront, car les activités physiques et sportives constituent pratiquement les seules distractions auxquelles nos agents peuvent consacrer leurs loisirs à la résidence de Sottville. Un premier étape consistant dans le réaménagement du terrain est dès à présent envisagée.

Les dépenses à engager sont évaluées à 700.000 fr environ, dont 234.000 fr pour la première étape. Or, le Stade ne dispose que d'une subvention de 84.000 fr accordée par l'Etat pour la création d'une piste d'athlétisme et d'une subvention de 50.000 fr qui vient de lui être accordée par la Commune de Sottville.

Le Stade Sottvillais, qui groupait désormais toutes les sociétés fondatrices (sauf la société de gymnastique) en une seule société, comprend 412 membres, dont les trois-quarts sont des cheminots ou des enfants de cheminots. Il y aurait donc grand intérêt à ce que la S.N.C.F. participât aux dépenses dans une mesure suffisante.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil d'Administration de donner son accord de principe à l'octroi d'une subvention de 60.000 fr. Il serait entendu que les versements relatifs à cette subvention n'interviendraient qu'au fur et à mesure de la réalisation effective des travaux.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

LE BESNERAIS.